

HUGUES PORTELLI

*Le communisme italien
dans l'impasse ?*

Le soixantième anniversaire du Parti communiste italien, le 21 janvier dernier, aurait pu être l'occasion de célébrer la continuité d'une organisation fière de sa tradition et de ses fondateurs. Le PCI n'en appelle-t-il pas régulièrement aux orientations de Gramsci et de Togliatti pour justifier idéologiquement chacun des « tournants » opérés depuis les années héroïques où il ne rassemblait qu'une poignée de militants luttant contre le fascisme ?

Pourtant cette fois, l'orgueil de parti a cédé quelque peu la place à l'autocritique et au renouveau. Il est vrai que le contexte s'y prête. Après plusieurs décennies d'ascension constante et même, au début des années 70, irrésistible (1), il semble que le Parti communiste ait atteint un palier, que son influence piétine. La stratégie sur laquelle il avait fondé son image de « parti de gouvernement », le compromis historique avec la Démocratie chrétienne, est en crise. La concurrence du Parti socialiste, que l'on croyait définitivement écartée, réapparaît, y compris sur le terrain, privilégié entre tous, de la culture et des intellectuels.

Bref, aux certitudes des années 70 succèdent les interrogations, les hésitations, dont les débats internes actuels sont la traduction. Le PCI est à l'heure des choix et la mise à l'écart — provisoire ? — de la stratégie des années 70 n'a pas encore entraîné le développement systématique d'une nouvelle « ligne ».

Ces incertitudes s'expliquent aisément si l'on réalise l'ampleur des mutations que le PCI a connues ces dix dernières années.

(1) Cf. H. PORTELLI, La longue marche du Parti communiste italien, *Esprit*, n° 11, novembre 1976.

Entre 1968 et 1972, le Parti communiste a dû successivement canaliser le plus grand mouvement social de l'après-guerre (1968-1969), en tirant parti pour renforcer sa présence dans les mouvements de masse et notamment le syndicat et ses structures de base, tout en devant pour la première fois combattre la nouvelle extrême-gauche qui le contestait jusqu'en son sein. Puis, au lendemain de cette phase de luttes sociales, le PCI s'est trouvé confronté à la nécessité de choix stratégiques : la ligne du « compromis historique », adoptée en 1973, confirma la volonté du dialogue avec les catholiques, mais en le traduisant en terme de recherche d'un accord avec la DC. Cette ligne modérée a permis d'abord la désagrégation du bloc catholique (référendum sur le divorce de 1974) puis une progression considérable sur le terrain électoral (le PCI passant de 28 % des voix en 1972 à 32 % aux élections régionales de 1975, puis à 34 % aux législatives de 1976). Mais cette progression a créé au parti plus de problèmes qu'elle n'en a résolus.

Tout d'abord sur le plan politique. Si le Parti communiste a su répondre sans faiblesse aux tentatives de déstabilisation d'extrême-droite aux débuts des années 70 (« stratégie de la tension ») et à leur instrumentalisation par la Démocratie chrétienne (lutte contre les « extrémismes opposés »), il s'est avéré incapable d'enrayer le terrorisme du « parti armé » : au lendemain de l'avancée électorale de 1975-1976, le PCI s'est trouvé, du fait de l'incapacité (calculée ?) de la DC à lutter politiquement contre le terrorisme, contraint de défendre l'ordre démocratique et les institutions telles qu'elles étaient, alors qu'il venait de gagner à lui un électorat qui lui demandait de les transformer. Il s'est trouvé ainsi conduit à s'aligner toujours davantage sur la DC, abandonnant à l'ultra-gauche ou aux radicaux le terrain préservé jusqu'alors.

D'autre part, la progression électorale du parti s'est faite au détriment de sa cohésion. Sans devenir véritablement un *catch all party*, le PCI a vu affluer des groupes sociaux nouveaux (classes moyennes salariées, retraités, sous-prolétaires du Mezzogiorno), dont le comportement électoral était plus instable et qui amenuisaient le poids de la composante ouvrière traditionnellement majoritaire. De surcroît, le PCI a bénéficié d'un vote massif parmi les jeunes générations, alors que celles-ci n'avaient été qu'en partie socialisées par la culture communiste (2).

(2) M. BARBAGLI, Una tattica e due strategie. Inchiesta sulla base del PCI, *Il Mulino*, n° 260, 1978 ; M. FEDÈLE, Oltre il partito nuovo. Alla ricerca di una terza via, *Democrazia e Diritto*, n°s 5-6, 1978.

Par ailleurs, la progression électorale communiste, fruit des luttes sociales et politiques des années 1968-1973, est entrée aussitôt en contradiction avec les effets de la crise économique qui frappait l'Italie de plein fouet. Le PCI s'est rapproché du pouvoir au moment même où les bases traditionnelles d'une politique de réformes étaient remises en cause (crise de l'Etat post-keynesien), où la crise et les solutions imposées par la DC aggravaient la division nord-sud du pays, entraînaient le développement du corporatisme et la remise en cause des victoires syndicales.

Enfin, l'évolution même du parti a ajouté au désarroi. Le bond des effectifs ne s'est pas traduit — au contraire — par une progression du militantisme. La culture communiste traditionnelle est entrée en crise. L'affirmation du choix eurocommuniste, les gages donnés à la DC et aux socialistes pour démontrer la laïcisation du parti et sa transformation en force politique de gouvernement ont abouti à la remise en cause des grandes options idéologiques : les débats sur le rapport socialisme/démocratie et sur l'héritage de Gramsci et de Togliatti ont conduit à une révision idéologique générale, sans que l'abandon ou l'édulcoration des thèses anciennes ne cèdent la place à un discours vraiment alternatif (3).

Cette déstabilisation générale du parti, qui rompait l'unité de la société communiste, tant dans les rapports électeurs-militants-dirigeants qu'à chacun de ces niveaux, s'est traduite par un recul électoral important en 1978-1980, perceptible dès le début de la phase d'unité nationale et amplifié au lendemain de son échec : ce sont d'abord les référendums radicaux de 1978 où une partie de l'électorat communiste n'a pas suivi les consignes du PCI (notamment à propos du financement des partis), puis les élections législatives et européennes de 1979 où le PCI a perdu une grande partie de son nouvel électorat (tombant de 34 à 30 %).

Certes, le PCI s'est depuis ressaisi puisque les élections régionales de 1980 ont été marquées par un certain redressement (32 %) (4) perceptible également au niveau militant (remontée à 1 752 000 inscrits en 1980, après un recul en 1978-1979). Mais l'effet politique du recul de 1979 n'a pas été surmonté.

(3) H. PORTELLI, Gramsci et la pensée politique italienne contemporaine, *Mélanges de l'École française de Rome*, t. 90, 1978.

(4) Les élections locales partielles de juin 1981 confirment les limites du redressement puisque, si le PCI retrouve ses meilleurs scores de 1976 à Gênes et Rome, il recule sensiblement par contre dans le Sud : la coupure Nord-Sud de son influence est renforcée.

I. LES LIMITES DU COMPROMIS HISTORIQUE

Les succès des années 74-76 contenaient donc en germe les causes de l'échec de 78-79. Dans les deux cas, on retrouve la stratégie du compromis historique. Celle-ci était le produit d'une réflexion dont les éléments centraux n'ont pas changé — et qui explique d'ailleurs que plus d'un dirigeant n'ait abandonné cette stratégie qu'à titre provisoire.

Au départ, des considérations internationales : le rang mondial de l'Italie, puissance moyenne soumise à la tutelle des Etats-Unis et pouvant difficilement mener une politique autonome, empêche toute solution où le PCI serait en position dominante. Outre les gages fournis par le PCI lui-même (atlantisme) la meilleure garantie n'est-elle pas une alliance avec le parti qui, depuis 1945, a toujours relayé fidèlement la politique américaine : la Démocratie chrétienne ?

A quoi s'ajoutent des considérations internes et notamment le poids du catholicisme populaire : le drame chilien a convaincu le PCI du danger d'un isolement à droite de la DC et du risque d'une base contre-révolutionnaire de masse en cas de pouvoir de gauche. Le refus de « l'Union de la gauche » — solution impossible car minoritaire — ou de regroupement laïc en résulte logiquement.

Par contre, le compromis historique permet plusieurs avantages : une légitimation progressive du PCI comme parti de gouvernement, et surtout le développement d'une lutte pour l'hégémonie sur les masses catholiques, chaque bloc assiégeant l'autre au sein même de l'alliance.

Le compromis était donc susceptible de plusieurs lectures. Pour les raisons déjà mentionnées et aussi du fait de l'habileté tactique de la Démocratie chrétienne, c'est la version la plus modérée qui a prévalu à tous les niveaux. Face à un Parti communiste incapable de proposer un programme économique et social autonome (comme cela avait été le cas avant 1975) et d'imposer une autre façon de « faire la politique », la DC, s'appuyant sur le danger terroriste, a su imposer une politique d'*état d'urgence* — face à la crise économique, à la subversion de l'Etat — et surtout diffuser dans la gauche sa conception de la politique comme occupation du pouvoir, intégrant le PCI dans la lotisation des appareils d'Etat. La partitocratie s'est renforcée et la DC a pu reconstituer le système classique de médiation et de clientélisme en y associant le PCI de façon subalterne.

Les résultats n'ont pas tardé à apparaître.

Dès 1972, le PCI accepte une unité syndicale sur les bases les plus favorables à la Démocratie chrétienne. Plutôt que d'appuyer une fusion pure et simple des organisations telle que la prônaient les fédérations de la métallurgie, il se rallie à une représentation parité-tique ne donnant à la CGIL, proche de lui, qu'un tiers des mandats de la fédération CGIL-CISL-UIL, tout autant que la petite UIL socialiste et social-démocrate. Son influence décisionnelle est d'autant plus réduite qu'au sein même de la CGIL, les socialistes, ultra-minoritaires, disposent d'un nombre de postes bien supérieur à leur influence réelle. Pour parvenir à l'unité syndicale, et donner des gages à la DC et au PSI, le Parti communiste a donc accepté de sous-évaluer considérablement sa représentation dans le secteur où il est majoritaire à la base : le mouvement syndical.

Même phénomène au niveau local : au lendemain des élections locales triomphales de 1975, le PCI accorde aux socialistes — voire aux autres partis laïcs ou à la DC — une surreprésentation dans les communes et conseils régionaux qu'il dirige.

Cette politique de compromis systématique est surtout explicite sur le plan gouvernemental. Afin de conquérir progressivement ses brevets de parti « respectable » et démocratique, le PCI accepte de soutenir la politique gouvernementale de la DC sans en tirer la moindre contrepartie. L'approbation des mesures d'austérité, le contrôle des revendications ouvrières, l'appui à la législation anti-terroriste gomme progressivement toute différence entre le projet politique communiste et celui des forces modérées (5). Le PCI gagne bien la promesse d'une accession progressive aux charges gouvernementales — de 1976 à 1979, la politique de « solidarité démocratique » fait passer le PCI de l'abstention au soutien parlementaire du Gouvernement — mais l'assassinat d'Aldo Moro ruine l'édifice patiemment construit où moment où l'objectif gouvernemental approchait.

Au terme de la phase d'union nationale, le Parti communiste se trouve donc ramené à ses positions de départ, mais doit surtout faire ses comptes avec un passif politique sérieux : les gages donnés aux alliés en prévision d'une longue marche vers le pouvoir sont devenus autant d'handicaps à son redressement autonome. Surtout le PCI, en tant qu'organisation et force sociale, se retrouve substantiellement modifié dans sa nature et ses comportements, au sortir de cette expérience.

(5) H. PORTELLI, *Projet*, n° 119, novembre 1977.

2. LES MUTATIONS DU PARTI

Le bond en avant des années 75-76 a peut-être pesé davantage sur l'évolution du PCI que celui de 44-46 (6), lorsque Togliatti imposa le passage du parti d'avant-garde léniniste au « parti nouveau », organisation de masse fidèle à ses orientations révolutionnaires mais jouant à fond le jeu démocratique.

Les victoires des années 70 se sont traduites en effet en terme de pouvoir. Grâce à la conquête des régions et des municipalités, le PCI a peuplé de milliers de responsables les rouages du pouvoir local. Succès inespéré, trop large même de l'avis des dirigeants du parti dans la mesure où ces milliers de postes d'élus, d'administrateurs locaux ont été confiés à des militants dont la formation était souvent réduite et qui, pour plus d'un, étaient entrés au parti lors de la grande vague d'adhésions consécutives aux luttes sociales de 1968-1969.

Cette couche de responsables locaux de l'appareil d'Etat mais aussi de permanents du parti promus à la même époque, a rapidement joué un rôle décisif ; du fait de l'orientation que le PCI lui fait appliquer alors — politique d'alliance très ouverte, réformisme programmatique, gestion « loyale » des institutions contrôlées —, cette classe politique nouvelle se démarque considérablement de l'ancienne, marquée par le poids de l'idéologie traditionnelle et une conception moins professionnelle de l'action politique. Après 1979 et la rupture avec la DC, la liquidation du compromis historique a souvent ébranlé cette nouvelle classe politique communiste, mais sans changer l'idéologie pragmatique et réformiste dans laquelle elle a été moulée.

Si l'on ajoute à ce tableau l'existence, au sein du groupe parlementaire issu des élections de 1976 et 1979, d'une forte composante modérée, qui a adhéré aux orientations de la phase d'union nationale et continue d'en prôner le programme sinon les alliances, c'est en fait à l'apparition d'une véritable tendance social-démocrate que l'on assiste pour la première fois au sein du parti.

Certes, déjà dans le passé, des voix s'élevaient pour défendre une ligne modérée au sein du parti. Giorgio Amendola, l'un des leaders historiques, la représentait bien. Mais il s'agissait toujours de points de vue très minoritaires et sans base sociale.

(6) M. BARBAGLI et P. CORBETTA, L'elettorato, l'organizzazione del PCI e i movimenti, *Il Mulino*, n° 269, 1980 ; S. HELLMANN, Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo a Torino, *Il Mulino*, n° 268, 1980.

Cette fois, cette tendance social-démocrate peut compter sur de réels points d'appui. Tout d'abord un enracinement dans une grande partie du réseau des notables communistes (parlementaires, élus locaux), des membres de l'appareil ou du secteur économique (coopératives, mutuelles...), peu idéologisés et ministérialistes. N'est-il pas significatif que le chef de file de cette sensibilité soit l'un des hommes clé du parti, M. Giorgio Napolitano, secrétaire à l'organisation du PCI. Mais la force du courant modéré est surtout de se mouler facilement dans les orientations récentes du parti, en en proposant une lecture directement traduisible en terme de pouvoir.

Et d'abord la politique internationale. Faute d'avoir constitué un pôle idéologique suffisamment puissant (du fait de la défection du PCF et de la crise du PCE), l'eurocommunisme du Parti communiste italien reste encore à définir. C'est essentiellement la rupture toujours plus nette avec le PCUS, notamment après le XXVI^e Congrès sanctionnant les désaccords graves concernant l'Afghanistan et la Pologne par une interdiction de parole du délégué italien, et l'adhésion totale aux règles et valeurs de la démocratie libérale, qui le caractérisent. Certains, au sein du PCI, ont bien tenté de prôner une hypothétique « troisième voie » au delà du stalinisme et de la social-démocratie. Mais il faut bien constater que l'éloignement accéléré des solidarités héritées de la III^e Internationale ont surtout conduit le PCI à se rapprocher de celles propres à la II^e. Ainsi s'explique le rapprochement progressif avec la social-démocratie européenne, facilité par l'acceptation de l'OTAN et la défense de la supranationalité européenne.

Bien entendu, cet alignement sur la social-démocratie européenne ne peut que favoriser ceux qui, au sein du PCI, considèrent ce rapprochement avec le plus d'espoir et le moins d'arrière-pensées, pour qui l'eurocommunisme n'est que la voie la plus courte vers la social-démocratie.

Même phénomène en politique intérieure. C'est l'aile modérée du parti qui adhéra avec le plus de fidélité à la politique d'union nationale. Dès 1976, Giorgio Napolitano avait été le principal inspireur du très modéré « projet à moyen terme », adopté en 1977, qui synthétisait les propositions du PCI pour les trois années à venir dans le cadre de l'union nationale. Mais alors que pour les uns ce programme modéré était le prix à payer pour une alliance avec les catholiques et élargir l'hégémonie communiste au détriment de la DC, pour les modérés du parti, c'était ce pragmatisme programmatique qui importait. Ce qui explique que ces réformistes aient remis en cause non le contenu programmatique du compromis historique, mais son cadre politique, jugé irréaliste.

On comprend qu'à présent, à l'heure où le PSI défend la thèse de l'alternance au pouvoir démocrate-chrétien et exalte une politique « néo-travailleuse », la droite du PCI reprenne à son compte cette orientation, prône le rapprochement avec les socialistes — contre la DC — et avalise une révision déchirante des orientations du parti.

Les débats qui ont traversé le PCI en 1980-1981 sont particulièrement éclairants. Au niveau idéologique, l'offensive contre la tradition a été conduite dans deux directions : d'une part, l'accent a été mis sur les problèmes de « gouvernabilité », de pouvoir, mais sans accompagner ces questions d'une réflexion sur le projet politique à promouvoir. Certains ont proposé, abordant franchement la question du programme, de revaloriser les principes de l'économie de marché et d'opérer un Bad Godesberg plus ou moins déguisé (7).

A cette offensive idéologique à laquelle la direction du parti n'a pas répondu, respectueuse du pluralisme au sein du PCI, s'est ajouté un débat plus large et directement politique sur la « démocratisation » du parti. Au nom de la lutte contre le bureaucratisme et le sectarisme, G. Napolitano a fait avaliser par les instances dirigeantes du parti (Comité central de janvier 1981) une libéralisation de la vie interne du PCI (8) qui va bien au-delà de la révision des statuts opérée au XV^e Congrès de 1979 (et qui visait notamment la redéfinition du centralisme démocratique) (9) : fin de l'unanimité et choix entre des alternatives, décentralisation de la décision, remise en cause du monopole des permanents ; en fait, c'est l'ensemble des règles non écrites du centralisme démocratique qui a été discuté, rendant la démocratie interne bien plus réelle que dans plus d'un parti socialiste européen.

Mais, et c'est là la limite du tournant comme son véritable sens, la question de la démocratisation du parti n'a pas été liée à celle de l'exigence de la synthèse politique. L'un des problèmes actuels du PCI — qui explique la bureaucratiation croissante du parti contre laquelle le Comité central de janvier a voulu réagir — n'est-il pas, face à l'atomisation croissante de son électorat et de sa base militante, à la pluralité croissante de leurs cultures et de leurs expériences, l'incapacité d'élaborer une synthèse, un projet politique permettant

(7) *Rivista trimestrale* : quaderno de septembre 1980 : « Afferrare Proteo » et réplique de A. BOLAFFI et G. MARRAMAO in *Rinascita*, n° 37, 19 septembre 1980.

(8) G. NAPOLITANO, Parliamo sul serio della crisi dei partiti, *Rinascita*, n° 44, novembre 1980 et La « Sterzata » che è matura, *Rinascita*, n° 4, 23 janvier 1981. Cf. également le débat dans le parti in *Rinascita*, nos 45 à 51 de 1980 et 1/2 de janvier 1981.

(9) Cf. Maurizio FERRARA, Le novità nello Statuto del PCI, *Rinascita*, n° 15, 20 avril 1979.

de construire le sujet historique sur lequel fonder un programme ?

Sur ce terrain, les instances dirigeantes du parti sont restées muettes et la ligne de « l'alternative démocratique » (au pouvoir DC) mise en avant afin de prendre acte de l'échec du compromis historique a donné lieu à une série d'interprétations si contradictoires que son inconsistance est rapidement apparue.

En fait, face à l'offensive de l'aide social-démocrate du parti, la majorité du groupe dirigeant du PCI n'a pas d'autre solution, faute de ligne politique de rechange, que de se réfugier dans un certain repli sectaire et dans le tacticisme.

Ainsi, sur le terrain social, l'enracinement dans la classe ouvrière et la nécessité de relancer les luttes après la période de pause syndicale ont été mis en avant pour tenter de renforcer la base ouvrière du parti. Cette « syndicalisation » du PCI, après les excès électoralistes de la période précédente, a certes valu une grande popularité à la direction berlinguérienne dans la base du parti, mais a aussi entraîné des conflits sérieux avec le mouvement syndical. En octobre 1980, le soutien à l'aile dure des ouvriers de la FIAT lors de la grève consécutive à la décision patronale de licenciements massifs aboutit à la révolte de l'encadrement de l'entreprise contraignant le PCI à un repli qui consacre l'échec syndical. La considération tardive (en février 1981) de la sous-représentation communiste dans la Fédération CGIL-CISL-UIL n'a fait qu'aggraver la crise sérieuse des syndicats tout comme la remise en cause, par le secrétaire général du PCI, en juillet 1980, de l'acceptation syndicale de mesures d'austérité. En fait, cette reconquête ouvrière du parti n'est-elle pas la remise en cause de la politique conduite dans les années 70 ?

De même, au niveau parlementaire, l'attitude consistant à se cantonner dans le choix « ou au gouvernement, ou à l'opposition » a connu bien des oscillations tactiques qui se sont combinées avec les tergiversations qui ont marqué le débat institutionnel. Plus concrètement, le discours sur « l'alternative démocratique » a été largement contredit par la polémique quasi permanente avec les socialistes, partenaires pourtant indispensables d'une telle alternative. Le secrétaire général du PCI a bien esquissé quelque ouverture envers le PSI, mais les réserves l'ont jusqu'à présent emporté, la majorité du PCI considérant le PSI revitalisé de Bettino Craxi davantage comme un rival que comme un allié, et opposant la défense de l'identité communiste à une direction socialiste accusée de brader les traditions de la gauche.

Accusation qui peut certes s'appuyer sur la brutalité de l'abandon par la majorité du PSI de la vieille doctrine socialiste, mais qui peut

difficilement faire oublier la rapidité avec laquelle le PCI a lui-même édulcoré un patrimoine idéologique autrement plus riche et plus enraciné, l'abandonnant aux intellectuels de gauche du parti.

Il n'est donc pas étonnant que face à cette carence de la direction du PCI, la gauche du parti soit désemparée. Son leader traditionnel, Pietro Ingrao, se cantonnant dans un discours métapolitique, certains de ses intellectuels (M. Cacciari, M. Tronti) sont de plus en plus sensibles aux charmes modernistes de l'aile social-démocrate, tandis que nombre de militants, syndicalistes ou intellectuels, se reconnaissent dans les analyses que le Parti d'Unité prolétaire (où se retrouvent les anciens exclus d'Il Manifesto) propose pour établir la « troisième voie ».

Il ne faudrait cependant pas déduire de ces clivages la conclusion d'une coupure verticale du parti. L'absence de courants organisés, les vertus du centralisme démocratique (même assoupli) comme le sens des nuances dans ce parti riche en intellectuels expliquent qu'entre les éléments sociaux-démocrates, les berlinguériens de gauche ou de droite, les syndicalistes et les intellectuels (tout aussi divisés), le consensus s'établisse de façon très variable. Certes, seule l'aile droite a jusqu'à présent tenu un discours cohérent par rapport à la politique concrète menée par le parti depuis dix ans. Mais pour qu'elle l'emporte vraiment, il lui faudrait surmonter plusieurs obstacles de taille. Tout d'abord l'identité ouvrière de la majorité du parti, sa mémoire collective forgée dans la tradition de la III^e Internationale, qui la rend d'ailleurs plus nuancée que la direction du parti dans son appréciation du « socialisme réel ». Cette base n'acceptera jamais une remise en cause définitive de cette tradition et les dirigeants communistes savent qu'une rupture totale avec l'URSS, une intégration effective à la social-démocratie européenne entraîneraient une crise grave du parti. Et d'ailleurs, quelle social-démocratie, celle de Willy Brandt ou celle d'Helmut Schmidt, celle de François Mitterrand ou celle de Michel Rocard ? Il y a donc loin de « l'eurogauche » qui se cherche à l'amalgame avec la social-démocratie.

Autre obstacle non négligeable, celui de l'idéologie. La révision doctrinale à laquelle s'est livré le PCI depuis dix ans ne signifie pas le rejet du marxisme. Au contraire, le ralliement de grandes masses d'intellectuels a entraîné un foisonnement d'écoles, de débats qui a conduit certains à analyser les grands courants de pensée non marxistes, mais d'autres à redécouvrir l'École de Francfort, l'austromarxisme, voire tout simplement Gramsci. Ces différentes recherches n'ont rien de commun avec la désertification idéologique qui a

marqué la social-démocratie européenne ces dernières décennies (10).

Enfin, comment le PCI se rallierait-il à la social-démocratie à l'heure où le projet politique et social de celle-ci est en crise grave ? L'influence du courant social-démocrate est donc bien avant tout la preuve de l'absence de stratégie du PCI. Celui-ci est condamné à avancer dans deux directions dont dépend son avenir : d'une part, élaborer un projet économique et social alternatif de celui de la Démocratie chrétienne, capable d'agrèger un bloc social rassemblant anciens et nouveaux protagonistes des mouvements sociaux ; d'autre part, répondre au problème de la « gouvernabilité », non en élaborant de simples recettes institutionnelles, mais en refusant de reproduire au sein de la gauche le système de pouvoir démocrate-chrétien et en constituant une classe politique capable de s'appuyer sur les nouveaux lieux de pouvoir surgis depuis 1968 (11).

Faute de quoi, d'une manière ou d'une autre, le communisme italien tombera dans le piège où les socialistes tombèrent dans les années 60 — celui du « transformisme » — et deviendront à l'image d'un régime qu'ils n'auront pu vraiment réformer.

(10) Ce pluralisme intellectuel, et dans une large mesure idéologique, fondant désormais l'unité du parti sur son programme et traduisant ainsi sa réduction à l'état « laïc » dont se réclament désormais les responsables du PCI (cf. L. BARCA, A proposito di mercato, in *Rinascita*, n° 37, 19 septembre 1980).

(11) Le Comité central de juillet 1981, consécutif au gouvernement Spadolini, marque-t-il un essai de réponse à cette double interrogation ? La constitution d'une nouvelle majorité entre berlingueriens et ingraïens (excluant Napolitano et Cossutta), outre qu'elle stabilise l'assise du secrétaire général, semble s'effectuer sur une ligne politique d'unité avec les socialistes (alternative démocratique) auxquels on propose la refondation de l'Etat, le refus du « pacte social » et l'ouverture aux « meilleurs éléments » du monde catholique (reliquat du compromis historique). Si une telle ligne et une telle alliance devaient l'emporter durablement, le PCI aurait là les bases politiques d'une véritable relance.

Hugues PORTELLI. — **Italian communism faces a dead-end.**

After a long uninterrupted period of electoral and political growth, it seems that the Italian Communist party is faced with an identity crisis. The decision to make the historical compromise lead to a serious set back and also has changed the make-up and the ideology of the party. The widening of its base of support and the ideological modifications have sparked a social-democratic current to which the majority of the Italian Communist Party has only been able to reply by utilizing a « neo-workerism » philosophy which casts a shadow on the gains of the 1970's. We are witnessing a lack of strategic perspective which has as a consequence giving free rein to the Socialist Party attack.

RÉSUMÉ. — *Après une longue période d'ascension électorale et politique ininterrompue, il semble que le PCI traverse une crise d'identité. Le choix du compromis historique a abouti à un grave échec, mais a aussi modifié la composition et l'idéologie du parti. L'élargissement de sa base sociale et le révisionnisme idéologique alimentent un courant social-démocrate auquel la majorité du PCI ne réplique qu'en recourant à un néo-ouvriérisme qui remet en cause les acquis des années 70. C'est donc à une absence de perspective stratégique que l'on assiste et dont la conséquence est de laisser libre cours à l'offensive du PSI.*